

Chronique de Politique Intérieure : C.P.I. N°19:

Chers auditeurs de Radio-Silence,

La Politique Intérieure a pour but :

- 1- De conformer le Territoire par des infrastructures adaptées aux besoins économiques, sociaux comme aux nécessités de sa défense,
- 2- De conformer l'ensemble des comportements de tous et de chacun à la LOI NATURELLE en ce qu'elle donne et garantit la VIE,
- 3- De conformer l'enseignement au défi de transmettre des milliers d'années de Savoirs et d'expériences à chaque génération.

Je vais vous parler aujourd'hui d' :

Un régime politique de confiance !...

C'est une CERTITUDE, celle que le Gouvernement général du Pays, défend bec et ongles, tous les jours, sa SOUVERAINETE à l'intérieur, et son INDEPENDANCE à l'extérieur. C'est la CONFIANCE dans le parlé clair, précis, la rigueur de l'exposé de la situation générale lors de rendez-vous pluri-annuels avec tous les « CITOYENS », au sens Grec ancien du terme, lors de conférences télévisées solennelles du Chef de l'Etat, par exemple. C'est la TRANSPARENCE absolue de toutes les statistiques, de tous les travaux administratifs, de toutes les décisions sauf les rares ressortissant du « secret défense ». C'est la CERTITUDE encore qu'aucune décision fondamentale générale ne sera prise sans que l'ensemble des Citoyens soit consulté au préalable, dans la plus honnête démarche, la plus parfaite SINCERITE dans tous les aspects. C'est encore la CERTITUDE que chacun et tout le monde vit dans les mêmes règles du DROIT COMMUN, CIVIL et FONDAMENTAL, quelle que soit sa fonction sociale, sa profession, son état, son sexe ou sa religion, et donc protégé contre tout abus, agression, vol, dol, tromperie, dommages. Aucun ne pouvant provenir de ceux qui sont justement en charge de faire respecter ces règles, avec la CONNAISSANCE que seuls les MEILLEURS, assermentés dans la CHEVALERIE, peuvent être autorisés à faire respecter les règles communes et conduire les Autres sur le chemin du BIEN PUBLIC (ou COMMUN).

Cette CONFIANCE générale dans la vie sociale existait avant cette révolution satanique de 1792-94. Elle ne peut plus exister depuis, dans cette pseudo-république criminelle contre l'Humanité, génocidaire et totalitaire qui travaille quotidiennement à saper tous les fondements naturels, le bon sens, la Justice, l'identité, la Souveraineté et l'indépendance du Peuple et de son Pays. « FAITES-NOUS CONFIANCE » nous disent les serviteurs de Satan, tout en la trahissant ouvertement tous les jours... Eux qui n'ont prêté serment de fidélité qu'à leur secte noire, et sous peine de mort, en plus...

C'est ainsi que nous avons un exemple de la DEFIANCE inspirée par ce régime politique dans cette énième « réforme des retraites définitivement adoptée » (1) que publie le Journal Officiel du régime, et rapporte Capital.fr ! En regardant le détail, cette adoption par une des deux Assemblées seulement, à laquelle les règles sectaires lui donnent toujours le dernier mot, contre la volonté de l'autre Assemblée, comme de toutes les Assemblées délibérantes si nécessaire, et bien entendu contre l'avis de tous les « Citoyens » jamais consultés, on est sidéré par le superlatif de « réforme » employé, comme les fois précédentes, avec JUPPE, RAFFARIN ou DE VILLEPIN, et à laquelle il ne manque plus que le qualificatif de « courageuse » ! L'éternel refrain qu'elle « sauve le système par répartition », toujours en danger, a été encore entonné par J-M AYRAULT... « Cette "réforme à la française, équilibrée et qui est le fruit du dialogue social, modifie » selon lui, « le système, en faisant porter l'effort de façon équitable entre les actifs, les entreprises et les retraités ». En fait, comme d'habitude, il s'agit simplement d'allonger la durée des « cotisations » et d'augmenter celle des entreprises... Quant aux retraités, ils attendront un an et demi, la minime revalorisation de leurs pensions jusqu'au 1^{er} Octobre 2014, bien sûr en retard et inférieure à l'inflation... Vous parlez d'une « réforme » ! Hormis les réactions politiciennes qui oublient à chaque fois l'essentiel, je note les DOUTES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, tutrice officielle de la France aux termes des Traités consolidés de l'UE depuis Maastricht jusqu'au MES : « Dans sa recommandation aux ministres des Finances de l'UE publiée le 15 novembre dernier sur le programme de partenariat économique présenté le 1er octobre par la France, **une obligation pour un pays en déficit excessif**, la Commission a... jugé qu'elle réduirait "le déficit du système des retraites mais ne suffira pas à l'éliminer d'ici 2020", regretté qu'un « déficit significatif à cette date » et que les scénarios macro-économiques dans le domaine des régimes spéciaux et ceux de la fonction publique restent "trop optimistes ». Arrive alors cette révélation que le PEUPLE français et la France sont trahis par des incapables et des lâches : « **La poursuite des réformes structurelles est la condition posée par l'exécutif européen en échange d'un délai de deux ans, jusqu'en 2015, pour réduire le déficit français sous la barre des 3 % du PIB** ».

Ce régime politique qui écrase les Français, cautionne leur invasion, détruit leur identité, leur civilisation plus que bimillénaire, abandonne l'indépendance et donc trahit la France, justifie notre défiance par ses mensonges, ses manipulations, ses répressions, ses extorsions, son refus de consulter le Peuple par référendum, sa lâcheté à réduire les dépenses, le nombre de fonctionnaires, et pire que tout : sa promotion générale de l'incompétence en tous domaines depuis MITTERRAND, sa marginalisation consécutive de la compétence, sa condamnation de l'honneur et des victimes, au bénéfice des vrais escrocs protégés par leur appartenance à la Secte Noire. Ce régime est une honte du genre humain aux antipodes du vrai « humanisme ».

1) Source : Reuters. 18/12/2013 à 17:47 / Mis à jour le 18/12/2013 à 18:14 Emile Picy, édité par Yves Clarisse

LMDM